L'HISTOIRE ENSEIGNÉE AU QUÉBEC, L'HISTOIRE ENSEIGNÉE AU CANADA : 1995 ET 2010

Christian Laville a fait carrière comme professeur de didactique de l'histoire à l'Université Laval, dont il a reçu le titre de professeur émérite. Ses recherches ont principalement porté sur la fonction sociale de l'éducation historique, sur la théorie et la pratique du manuel d'histoire, sur les obstacles à l'apprentissage de la pensée historique. Le professeur Laville est auteur ou co-auteur de nombreuses publications, dont des manuels en histoire du Québec et du Canada, en histoire occidentale et du monde, en méthodologie de la recherche en sciences sociales.

RÉSUMÉ

Un enseignement de l'histoire différent au Québec et au Canada, pensent certains, serait une source des tensions que connaît le pays. Est-ce bien fondé ? En 1995, une étude comparative de l'enseignement de l'histoire au Québec et ailleurs au Canada montrait plus de similitudes que de différences. Quinze ans plus tard, il est montré dans l'article que les similitudes restent partagées sur les choses essentielles : principes de sélection des contenus, objectifs de formation, et philosophie pédagogique. Que conclure alors ?

ABSTRACT

A different history education in Quebec than in the rest of Canada, as some people think, is a source for the tensions witnessed in this country. Is that justified? In 1995, a comparative study of history education in Quebec and elsewhere in Canada showed more similarities than differences. Fifteen years later, this article demonstrates that the similarities continue to be found in some essential aspects: principles of content selection, training objectives and pedagogical philosophy. What should we conclude from this?

Canadian history has always been seen and taught differently in Quebec
– Graham Fraser, 1994

Studying Canada's past is parochial – Not to mention divisive
– John Ibbitson, 2007

En 1995, dans le cadre du congrès annuel de la Société historique du Canada, je participai à une table ronde comparant l'enseignement de l'histoire au Canada français et au Canada anglais[1]. Le texte était publié l'année suivante dans *Canadian Social Studies*[2]. La perspective de cette comparaison et du texte m'était inspirée d'un article alors récent de Graham Fraser, dans le *Globe and Mail*[3], qui écrivait « Canadian history has always been seen and taught differently in Quebec », la citation placée en exergue du présent article. Plus récemment, c'est le chroniqueur John Ibbitson, du même journal, qui écrivait : « Studying Canada's past is parochial – Not to mention divisive »[4], l'autre citation en exergue. Pour l'un et l'autre, c'était exprimer un point de vue qui semblait et semble encore courant au Canada anglais. Il entretient l'opinion que l'enseignement de l'histoire, particulièrement un enseignement de l'histoire au Québec différent de celui du Canada, serait une cause importante de division entre les Québécois de langue française et les Canadiens anglais, qu'il serait une des sources principales des tensions constitutionnelles qui n'en finissent pas d'occuper la scène politique.

À mon avis, ce n'est pas si simple. Il y a quinze ans, quand que je comparais les situations de l'enseignement de l'histoire au Québec et dans les provinces canadiennes, il me semblait voir plus de similitudes que de différences. J'examinais alors, de façon particulière, l'enseignement de l'histoire nationale, vu l'enjeu évoqué ci-devant, en me centrant sur le secondaire, à partir des septième ou huitième années dans certaines provinces. J'y considérais

d'abord l'offre d'histoire et les contenus, puis les objectifs visés. Dans la plupart des provinces, les programmes en vigueur dataient des années 1980. Ici, je commencerai par rappeler mes observations d'il y a quinze ans, puis j'examinerai la situation actuelle pour voir ce qui en est advenu. Toujours avec le même regard comparatif.

PREMIÈRE PARTIE : IL Y A QUINZE ANS

PERSPECTIVES ET CONTENUS

En 1995, je constatais d'abord que ce que certains semblaient considérer comme une manifestation de nationalisme dans les programmes du Québec, c'est-à-dire le fait de se centrer sur la population de la province et sembler ignorer le Canada, pouvait n'être que la simple application du vieux principe pédagogique qui consiste à partir du milieu de vie, à aller du connu vers l'inconnu, du concret vers l'abstrait. Le programme d'histoire nationale, intitulé *Histoire du Québec et du Canada*, était effectivement centré sur le Québec et les Québécois, c'est-à-dire sur les réalités qu'un élève peut rencontrer dans son milieu de vie, telles des traces concrètes de la colonisation française du XVII[e] siècle ou la réalité contemporaine de l'immigration. Mais ce n'était pas un enfermement sur soi, puisqu'il s'agissait bien de faire comprendre « les principales conditions qui ont façonné le Québec *dans le contexte canadien* »[5], comme demandait le premier objectif du programme.

On procédait de la même façon dans les autres provinces, en inscrivant les programmes d'histoire nationale dans la réalité et le milieu de vie des élèves. Ainsi, à Terre-Neuve et Labrador, le cours d'histoire de 9[e] année ne retournait en arrière que jusqu'à la Confédération, comme si le pays dont le Terre-Neuve est membre depuis 1949 n'avait pas de racines antérieures, et était explicitement élaboré dans la perspective des Maritimes[6]. À l'autre bout du pays, en Colombie-Britannique, le cours de 10[e] année sur le développement de la nation canadienne commençait aussi avec la Confédération et consacrait deux de ses quatre thèmes, l'un au développement de l'Ouest, l'autre aux rapports du Canada avec les régions du Pacifique et du sous-continent indien. La même centration sur les rapports avec les nations du Pacifique se trouvait dans le programme de 7[e] année en Saskatchewan[7]. Dans certaines provinces, des cours spécifiques d'histoire étaient offerts en fonction des origines culturelles ou linguistiques des élèves. À l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, un cours d'histoire de l'Île était destiné aux anglophones, mais un cours d'histoire des Acadiennes et des Acadiens pour les francophones[8]. C'était bien prendre en compte, comme dans les programmes du Québec, la réalité du milieu des élèves auxquels les cours étaient destinés.

Quant aux contenus, les paramètres appliqués dans les programmes étaient substantiellement semblables au Québec et dans les provinces anglophones du Canada. Inspirés par les grandes tendances historiographiques de l'époque, les programmes s'étaient largement tournés vers l'histoire sociale. Dans la perspective d'une histoire qui tienne compte de tous et de toute la réalité sociale présente, on avait vu apparaître les nombreux groupes auparavant ignorés ainsi que la variété de leurs apports : amérindiens, femmes, ouvriers, paysans, minorités diverses, etc., et notamment les communautés culturelles et les Canadiens et Québécois issus de l'immigration. Car au Québec comme ailleurs au Canada, l'enseignement de l'histoire s'était ouvert à une perspective multiculturelle, (ou interculturelle, comme on préfère dire au Québec) : « l'histoire nationale concerne tous les Québécois, quelle que soit leur origine ethnique, linguistique, sociale ou religieuse, déclarait d'entrée le programme québécois. Par conséquent, elle doit refléter leur diversité. »

OBJECTIFS ET CITOYENNETÉ

Au Québec comme ailleurs au Canada, l'objectif de formation des citoyens par l'histoire était central, plus affirmé peut-être dans les provinces anglaises, du fait de la tradition des *social studies* qui se sont toujours largement définies en fonction de cet objectif. Dans certaines de ces provinces, le cours d'histoire était doublé d'un cours de *civics*, ce qui n'était pas le cas au Québec, où l'histoire gardait une situation quasi monopoliste en égard à la formation du citoyen. Mais partout au Canada, le citoyen visé n'était pas celui auquel un discours historique préétabli dictait l'identité, les valeurs auxquelles adhérer et le comportement à tenir. C'était au contraire le citoyen vivant en démocratie, c'est-à-dire un citoyen informé et capable de s'informer par lui-même, capable aussi de participation libre, active et réfléchie aux multiples niveaux de la vie dans une société démocratique [9].

En conséquence, les programmes d'histoire se montraient moins préoccupés de faire acquérir des savoirs construits d'avance — sans les exclure toutefois — que d'amener les élèves à développer leurs capacités à traiter de tels savoirs, et à en construire eux-mêmes éventuellement. Au Québec, et dans la plupart des provinces, les programmes étaient ordonnés autour d'habiletés, intellectuelles et autres, à faire acquérir et se développer : les fameuses *skills* au Canada, que certains ne manquèrent pas de vilipender, comme l'Ontarien Bob Davis[10], ou les savoir-faire et les savoir-être, comme on écrivait dans les programmes du Québec. Présentés en objectifs de capacités à exercer, les programmes ne donnaient pas toujours le détail des contenus factuels à enseigner, les laissant largement à la discrétion des enseignants. Ce qui ne veut pas dire que ces programmes

étaient dénués d'orientation. Pas moins au Québec qu'ailleurs, puisque l'inscription dans le Canada transparaissait clairement, à travers des objectifs tels : « Expliquer les origines de la fédération canadienne et les principaux rouages de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique » ; « Caractériser l'évolution du Québec au sein de la nouvelle réalité canadienne ».

Au Québec, comme dans les autres provinces canadiennes, l'apprentissage de ces *skills* et savoir-faire passait par une attention particulière accordée à l'apprentissage du mode de pensée historien. On utilisait pour cela l'expression « démarche historique » ou, ailleurs au Canada, diverses appellations tournant autour d'*historical thinking* (*method, methodology of history, historical problem solving*, etc.). Mais il s'agissait toujours, à terme, d'enseigner aux élèves à appliquer sur diverses réalités historiques et sociales du passé des capacités de connaissance et de compréhension qu'ils auraient à exercer de façon réfléchie et autonome dans leur vie de citoyen.

En 1995, donc, l'enseignement de l'histoire au Québec français et au Canada anglais partageait des similitudes sur l'essentiel, c'est-à-dire la façon de déterminer les contenus d'enseignement et la nature des objectifs visés. Qu'en est-il quinze ans après ?

SECONDE PARTIE : QUINZE ANS PLUS TARD

PERSPECTIVES ET CONTENUS

En 1995, déjà, il y avait davantage de cours d'histoire obligatoires au Québec que dans la plupart des provinces du Canada, et la réussite d'un cours d'histoire nationale était exigée pour l'obtention du diplôme d'études secondaires. Maintenant, il existe au Québec un cours d'histoire obligatoire à chacune des cinq années du secondaire et la réussite du cours d'histoire nationale des 3e et 4e années du secondaire reste requise, alors qu'aucune province canadienne ne paraît offrir un telle somme d'histoire et que trois seulement exigent de suivre et réussir un cours d'histoire du Canada pour le diplôme de fin d'études[11]. Les provinces anglaises offrent cependant des cours de *social studies* qui comprennent souvent de larges portions d'histoire, dont celle du Canada. Mais ce n'est pas un enjeu auquel je souhaite m'arrêter.

Quinze ans après ma première étude, je constate qu'au Québec et dans les autres provinces canadiennes la profondeur dans la durée et la couverture spatiale de référence des programmes d'histoire continuent de se distinguer, mais de façon analogue. Ces deux dimensions ont d'ailleurs connu en cours de route divers changements de perspective et de contenus. Au Québec, le programme s'est resserré plus sur l'histoire du Québec et des Québécois. La perspective canadienne était encore soulignée dans le titre, le contenu et les objectifs du programme antérieur : son titre comprenait le mot Canada, et comme je l'ai rappelé plus tôt, son premier « objectif de formation » était de faire comprendre à l'élève « les principales conditions [...] qui ont façonné le Québec *dans le contexte canadien*[12] ». Depuis, le programme d'histoire est devenu plus qu'avant un programme d'histoire *nationale* du Québec[13]. Incidemment, quand l'Institut du Dominion affirme dans son *Bulletin en histoire au Canada* « que la portée du nouveau programme scolaire en histoire est plus nationale (au sens Canadien) que jadis[14] », on se demande où ils ont pris ça.

Il reste que cette tendance à se centrer sur soi-même n'est pas plus aujourd'hui qu'il y a quinze ans un caractère particulièrement québécois. Le même Institut du Dominion constate d'ailleurs, dans son *Bulletin*, qu'« en ce qui concerne l'équilibre entre l'histoire provinciale/régionale et nationale, plusieurs provinces ont obtenu des résultats plutôt faibles à cet égard, étant donné le contenu négligeable en histoire nationale[15] ». Ainsi, à Terre-Neuve et au Labrador, le cours d'histoire de 8e année se centre sur l'histoire de la province et ne commence qu'au tournant du XIXe siècle. Celui de 10e année, qui est le seul cours d'histoire du Canada, est facultatif et commence en 1759 seulement, oubliant les racines dans l'histoire du Canada actuel. Quant au cours de *social studies* obligatoire de 10e année, s'il contient une bonne part d'histoire, il est centré sur le Canada atlantique. On retrouve d'ailleurs une telle centration dans un ou des cours construits dans le même esprit dans les autres provinces maritimes. En Nouvelle Écosse, c'est sous ce chapeau que l'on retrouve un *Atlantic Canada in the Global Community* en 9e année. Quant au cours d'histoire du Canada facultatif de 11e année, il est en concurrence dans les choix des élèves pour des cours comme *African Canadian Studies* ou *Gaelic Studies*, ce qui correspond encore à des préoccupations locales. Il est vrai que si les provinces maritimes semblent cultiver plus que d'autres leur identité particulière, c'est peut-être un effet de leur association dans le consortium *Atlantic Canada Social Studies Curriculum*. Ailleurs au Canada anglais, on voit maintenant des programmes qui, en additionnant différents cours, finissent par offrir les quatre siècles d'histoire du pays. En Colombie-Britannique, par exemple, si le seul cours à porter principalement sur l'histoire du Canada est facultatif et ne s'intéresse qu'au 20e siècle, les élèves auront eu auparavant de substantiels morceaux d'histoire, couvrant de 1500 à 1815, dans les cours obligatoires de *Social studies* de 9e et 10e années. De même en Alberta, où les élèves de 7e année auront eu un survol de l'histoire du Canada dans leurs cours de *Social studies*, avant de passer à un autre cours portant sur le nationalisme (11e année) — une question importante au Canada s'il en est une — puis à un nouveau

cours d'histoire du Canada pour ceux et celles qui le voudraient. Ces provinces et les autres ne se priveront pas, ce faisant, de souligner leurs conditions historiques particulières, tout comme on le fait au Québec. Par exemple, en Alberta, la phase de développement des Prairies dans la période post-confédération reçoit une attention spéciale en 7e année.

Au Québec comme au Canada, les contenus sont de plus en plus composés d'histoire sociale. Certaines provinces tiennent à le souligner : « Stronger emphasis on economic history, increased awareness of social history », et « Less emphasis on Political History », est-il précisé en présentation du programme à Terre-Neuve. Les provinces anglaises restent fortement attachées aux principes du multiculturalisme, à sa mise en valeur et à son contenu historique. Le Québec était déjà attentif au pluralisme en 1995, mais son nouveau programme a nettement renforcé l'attention portée aux communautés culturelles et aux minorités. Cela vaut aussi pour la place accordée aux amérindiens. Ainsi, une unité complète parmi les sept que comporte le programme de 3e année du secondaire leur est consacrée, et ils apparaissent aussi fréquemment que le réel historique le permet dans les autres unités et dans les sujets de l'année suivante. Cela reste cependant bien moindre que ce qu'offrent à leurs élèves plusieurs des provinces canadiennes-anglaises, où la part faite aux amérindiens dans les programmes d'histoire du Canada est souvent plus que substantielle, où on trouve des cours autonomes à leur sujet, et même des programmes complets de *Native Studies* (Saskatchewan, Nouveau-Brunswick), *Mi'kaq Studies* (Nouvelle-Écosse), *First Nation Studies* (Colombie-Britannique), *Aboriginal Studies* (Alberta) et autres du genre. Souvent, encore, on a cette attention mais en restant replié sur sa région, comme au Nouveau-Brunswick où le programme de *Native Studies* se centre sur les Micmacs et les Malécites, habitants historiques de la région, de la même façon qu'au Québec on privilégie les Amérindiens ayant vécu dans la vallée du St-Laurent.

Avec la même volonté de tenir compte de leur population particulière dans l'offre de cours d'histoire, des provinces qui abritent une forte minorité francophone ont des programmes adaptés ou des programmes spécifiques pour cette partie de la population. Ainsi, en Ontario, un programme d'histoire du Canada, qui en trois cours va de la Nouvelle-France à nos jours, a été traduit et adapté pour les Canadiens français. Un cours spécifique intitulé *L'Ontario français* leur est également offert en 12e année. Au Nouveau-Brunswick, ce sont des programmes carrément différents de ceux des anglophones qui sont offerts aux francophones. En place de l'obligatoire *Canadian identity* de 9e année et du cours facultatif d'histoire du Canada de 12e qui ne commence qu'en 1967, les francophones suivent un cours d'histoire du Canada en 11e année, puis un cours d'histoire de l'Acadie l'année suivante, l'un et l'autre des origines à nos jours. La plupart des autres provinces anglaises offrent leurs programmes en traduction française, avec nulle ou peu d'adaptation toutefois, à l'intention des classes d'immersion notamment. C'est aussi sans l'adapter que le Québec offre son programme d'histoire nationale dans les écoles de langue anglaise. Ce qui lui est souvent reproché dans la communauté.

En termes de perspective et de contenus, le programme d'histoire nationale au Québec manifeste une préoccupation d'ouverture au monde que l'on perçoit également dans les provinces anglaises. Encore que dans celles-ci, c'est plutôt à l'extérieur des programmes d'histoire nationale, mais à l'occasion dans des programmes de *social studies* comprenant une part d'histoire du Canada. Ainsi dans le nouveau *Canada and Our Pacific and Northern Neighbours* de 7e année en Saskatchewan, où il est suggéré aux enseignants *« to have students explore other countries of immediate global importance or that are currently in the news »*. Une vingtaine de pays sont alors proposés. Au Québec, cela prend la forme d'invitations systématiques à aller voir ailleurs dans le monde, dans une perspective comparative, pour chacun des chapitres du programme. Par exemple, à l'occasion du chapitre sur la colonisation en Nouvelle-France, le programme suggère d'aller jeter un coup d'œil sur des entreprises coloniales à la même époque au Brésil, à Pondichéry, aux Moluques, en Virginie.

OBJECTIFS ET CITOYENNETÉ

Quinze ans plus tard, dans les provinces du Canada anglais, les cours d'histoire ont conservé et même dans plusieurs cas ont accentué l'objectif de formation du citoyen, tant dans les programmes d'histoire que dans le contenu historique des cours de *social studies*. Un semblable objectif était énoncé en 1995 au Québec dans les programmes d'histoire, mais sans toujours recevoir dans la réalité des classes l'attention qu'il aurait méritée. Alors, pour mieux en souligner l'importance et bien attirer l'attention sur cet objectif, il a été décidé de nommer tous les cours d'histoire, dont ceux d'histoire « nationale » des 3e et 4e années du secondaire : *Histoire et éducation à la citoyenneté*. Alors que dans quelques provinces anglaises l'histoire partage cette mission avec des cours intitulés *Civics* ou *Civics studies*, comme en Ontario et en Colombie-Britannique, dans l'école québécoise c'est l'histoire qui reçoit la responsabilité première de la formation du citoyen.

Au Québec comme ailleurs, ce qui est souhaité, c'est un citoyen informé, lucide, disposé à agir aux multiples niveaux de la réalité sociale, comme il est supposé du

citoyen en démocratie. Ainsi à Terre-Neuve et Labrador, où le programme de *social studies*, qui comprend l'histoire, vise à *« empower students to be informed, responsible citizens of Canada and the world, and to participate in the democratic process to improve society. »* Chaque province anglaise annonce un objectif de ce genre. Au Québec, on parle de « préparer les élèves à participer de façon responsable, en tant que citoyens, à la délibération, aux choix de société et au vivre-ensemble dans une société démocratique, pluraliste et ouverte sur un monde complexe. » Ce qui est bien dans le même esprit. Partout, alors, développer la capacité de penser par soi-même et d'agir socialement est préféré à la simple acquisition de connaissances factuelles.

Plus encore de nos jours qu'en 1995, les programmes entendent remplir leur mission en favorisant le développement de la pensée historique. Quinze ans plus tard, on préfère voir ce mode de pensée dans le cheminement logique de ses opérations successives, plutôt que sous la forme des savoir-faire ponctuels (les *skills*), isolés les uns des autres, que les programmes proposaient antérieurement. Ce qui est plutôt envisagé, c'est d'apprendre aux élèves à acquérir des connaissances par eux-mêmes et à résoudre des problèmes complets et complexes, comme on doit le faire dans la vie, en s'exerçant pour cela sur des objets d'histoire. La démarche compte alors plus que le contenu. Le programme de 9e année d'Ontario décrit une telle démarche : *« They should develop a clear focus for their investigations by formulating appropriate questions on historical topics. Students must learn to consider chronology and cause-and-effect relationships in order to successfully organize, analyze, interpret, and apply their findings. »* Le Québec participe entièrement à cet esprit, mais va un pas plus loin en soulignant franchement l'association entre l'apprentissage de l'histoire et l'éducation à la citoyenneté. Le programme d'histoire y est ordonné autour de trois compétences — le mot que l'on a préféré pour remplacer ceux de savoir-faire, de savoir-être ou d'habiletés : 1) « Interroger les réalités sociales dans une perspective historique », 2) « Interpréter les réalités sociales à l'aide de la méthode historique », les deux se conjuguant pour fonder la troisième compétence : « Consolider l'exercice de sa citoyenneté à l'aide de l'histoire ». « Interroger » et « interpréter », c'est-à-dire les mêmes opérations intellectuelles mentionnées dans le programme ontarien ci-devant, et qui sont bien les articulations fondamentales d'une démarche historique, pour ensuite, ces compétences une fois acquises, servir de fondements aux compétences citoyennes des élèves. « C'est par l'interrogation et l'interprétation fréquentes des réalités sociales, explique le programme, qu'ils établissent les assises historiques de leur citoyenneté et en consolident l'exercice ». Sauf cette insistance pour souligner au grand jour le rapport entre l'apprentissage de l'histoire et la formation du citoyen, les programmes du Québec procèdent encore là du même esprit que ceux d'ailleurs au Canada.

CONCLUSION

En 1995, je terminais mon intervention au congrès de la Société historique du Canada de la façon suivante : « Le regard que nous avons porté ici sur l'enseignement de l'histoire au Québec francophone, en le comparant à celui offert chez les anglophones du Canada, a surtout montré des similitudes, d'esprit du moins, dans le type de perspective historique appliquée et d'objectifs poursuivis. »[16] Quinze ans plus tard, nous avons constaté que le Québec comme la plupart des provinces anglaises sélectionnent encore les contenus et la durée d'histoire couverte en fonction de leur réalité historique et géographique particulière, avec comme conséquence que la part d'histoire régionale prend souvent le pas sur l'histoire nationale du Canada, que l'histoire sociale a continué à s'imposer dans les programmes, avec une attention accrue portée aux amérindiens et aux minorités, que la fonction de formation du citoyen reste forte, jusqu'à devenir la cible terminale des programmes d'histoire au Québec, et que, sauf exception, cette formation passe par le développement de la pensée, avec notamment un accent mis sur ce qui est généralement nommé la pensée historique. Un autre regard aurait certainement noté et souligné des différences, mais je continue à croire que les enseignements de l'histoire respectifs se spécifient d'abord ces grandes similitudes.

Dans ces conditions, laisser supposer qu'un enseignement de l'histoire différent au Québec de celui du Canada serait une cause importante de division entre les Québécois de langue française et les Canadiens, qu'il serait une des sources principales des tensions constitutionnelles qui n'en finissent pas d'occuper la scène politique, cela pourrait bien n'être qu'une exagération sinon une illusion. C'est pourtant ce que font les deux auteurs cités en exergue, et de nombreux autres qui au Canada anglais semblent penser de-même. Une illusion malheureuse possiblement, car elle risquerait de conduire à négliger ou sous-estimer d'autres facteurs de plus grande importance.

NOTES

[1] *A Comparison of Franco-Canadian and Anglo-Canadian Approaches to teaching history and social studies in schools.* Montréal, 74th Annual Conference of The Canadian Historical Association, 26 août 1995.

[2] "History Taught in Quebec is not Really that Different from the History Taught Elsewhere in Canada". *Canadian Social Studies,* vol. 31, no 1 (automne 1996), p. 22-24 et 42).

[3] Le 6 février 1994.

[4] *The Globe and Mail*, 30 juin 2007.

[5] Mon souligné.

[6] Le titre du manuel recommandé, *Canada since Confederation – an Atlantic perspective*, en témoignait d'ailleurs clairement.

[7] Voir *ibid.*, p. 70.

[8] *Ibid.*, p. 144.

[9] Le programme d'histoire de dernière année au Québec proposait même l'engagement social de l'élève comme objectif final de la formation.

[10] *Whatever happened to high school history? : burying the political memory of youth: Ontario, 1945-1995*, Toronto, J. Lorimer, 1995. Il a depuis repris sa charge avec *Skills mania: snake oil in our schools ?* Toronto, Between the Lines, 2000.

[11] Selon une étude récente de L'Institut du Dominion. Voir *Bulletin en histoire au Canada,* [Toronto], l'Institut du Dominion, 2009. On peut accéder au *Bulletin* en question à http://bulletin.dominion.ca/

[12] Notre souligné.

[13] Bien que certains en doutent. Une vive polémique a éclaté à ce sujet en 1996. On lirait les principaux points de vue dans les nos 4 vol. 60 et 2 vol. 61 de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (2007).

[14] *Bulletin...*, p. 6.

[15] *Id.*

[16] Voir aussi « History Taught in Quebec… », *op. cit.*, p. 24.